

1984, chapitre 89  
**LOI MODIFIANT LE CHARTE DE LA  
VILLE DE LAVAL**

---

**Projet de loi 255**

présenté par M. Michel Leduc, député de Fabre

Présenté le 13 décembre 1984

Principe adopté le 20 décembre 1984

Adopté le 20 décembre 1984

**Sanctionné le 21 décembre 1984**

---

**Entrée en vigueur: le 21 décembre 1984**

---

**Lois modifiées:**

Charte de la Ville de Laval (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 89)

Loi modifiant la charte de la Ville de Laval (1978, chapitre 112)







## CHAPITRE 89

### Loi modifiant la charte de la Ville de Laval

[Sanctionnée le 21 décembre 1984]

Préambule ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la Ville de Laval et nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, le chapitre 89 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), soit modifiée;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. C-19,  
a. 413,  
mod. pour  
la ville

**1.** L'article 413 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié pour la Ville de Laval par le remplacement du sous-paragraphe *b* du paragraphe 10 par le suivant:

« *b*) Pour établir, construire, posséder et exploiter un système de gestion des déchets et pour conclure avec toute municipalité, quelque que soit la loi qui la régit, une entente pour contribuer à l'établissement, à la construction et à l'exploitation de ce système, sous réserve des articles 468 à 469.1.

Exploitation  
du système

Pour confier l'exploitation de ce système à toute personne, sous réserve des articles 573 à 573.4.

«déchets»

Les expressions «déchets» et «système de gestion des déchets» ont le sens que confèrent à ces expressions les paragraphes 11 et 12 de l'article 1 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2); ».

1978,  
c. 112,  
a. 12, remp.

**2.** L'article 12 de la Loi modifiant la charte de la Ville de Laval (1978, chapitre 112), modifié par l'article 264 du chapitre 38 des lois de 1984, est remplacé par le suivant:

- Pouvoirs « **12.** Afin de permettre la réalisation harmonieuse du territoire décrit à l'annexe, et afin d'en permettre la mise en valeur au profit de la collectivité, la ville est autorisée:
- Acquisition d'immeubles 1. à acquérir de gré à gré ou par voie d'expropriation le territoire composé des immeubles décrits à l'annexe;
- Place publique 2. à promouvoir le rayonnement de ce territoire comme place publique à caractère social et communautaire, culturel, artistique, sportif, commercial, récréatif et touristique;
- Aliénation 3. à aliéner ces immeubles en tout ou en partie, conformément à la loi qui régit la ville, à des fins résidentielles, commerciales ou publiques, à un prix qui ne soit pas inférieur au coût de l'acquisition plus le coût des services et des dépenses ou des frais légitimes s'y rapportant, auquel cas l'aliénation est censée faite à titre onéreux;
- Construction 4. à construire tout édifice ou tout ensemble d'édifices pour fins publiques et gouvernementales, ou pour fins de stationnements et de garages;
- Location 5. à louer ces immeubles, à des fins résidentielles, commerciales ou publiques, à un prix suffisant pour couvrir les dépenses annuelles relatives à ces immeubles ou pour l'amortissement et les intérêts du prix d'achat, du coût des services, des dépenses ou frais légitimes s'y rapportant et des taxes municipales et scolaires. ».
- 1978,  
c. 112,  
a. 13, remp. **3.** L'article 13 de cette loi, modifié par l'article 265 du chapitre 38 des lois de 1984, est remplacé par le suivant:
- Réserve foncière « **13.** La ville est autorisée à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tout immeuble dont l'acquisition est jugée appropriée pour fins de réserve foncière ou d'habitation et pour les travaux connexes à ces fins ainsi que tout immeuble désuet ou dont l'occupation est nocive.
- Administration La ville est autorisée à détenir, louer et administrer les immeubles acquis en vertu du premier alinéa. Elle peut aussi aménager ces immeubles et y installer les services publics nécessaires. Elle peut également les aliéner, aux conditions qu'elle détermine, conformément à la loi qui la régit, pourvu que le prix d'aliénation soit au moins égal à la valeur réelle de ces immeubles et non inférieur au coût de l'acquisition plus le coût des services et des dépenses ou frais afférents, auquel cas l'aliénation est censée faite à titre onéreux.
- Aliénation Dans le cas d'une aliénation par bail emphytéotique, le prix d'aliénation correspond au total des redevances annuelles, de la valeur des améliorations à être faites par le preneur et des charges à être assumées par ce dernier; de plus, ce prix doit être suffisant pour couvrir le coût de l'acquisition de l'immeuble concerné, le coût des services

et des dépenses ou frais afférents, ainsi que toutes les dépenses relatives à cet immeuble, y compris, le cas échéant, celles encourues pour la restauration, la démolition et le transport. L'aliénation est alors censée faite à titre onéreux.

Prix d'aliénation

La ville peut aliéner, à titre gratuit ou pour un prix inférieur à celui prévu au présent article, un tel immeuble en faveur du gouvernement, de l'un de ses organismes, d'une université, d'une corporation scolaire ou d'un autre organisme à but non lucratif; dans ce dernier cas, l'autorisation du ministre des Affaires municipales est requise.

Exercice des pouvoirs

La ville est autorisée à exercer les pouvoirs prévus au deuxième alinéa pour des fins d'habitation, d'éducation, de recherche, de loisirs, de récréation et autres fins accessoires.

Territoire

La ville peut exercer les pouvoirs prévus au présent article à l'intérieur de son territoire et sur les immeubles dont elle est déjà propriétaire.

Application de l'article

Le présent article s'applique sous réserve de la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chapitre P-41.1).

Fins industrielles

Le présent article ne s'applique pas à l'acquisition d'immeubles pour fins industrielles. ».

1978,  
c. 112,  
a. 14, ab.

Effet d'exception

**4.** L'article 14 de cette loi est abrogé.

**5.** La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

Entrée en vigueur

**6.** La présente loi entre en vigueur le 21 décembre 1984.

## ANNEXE

Un territoire comprenant, en référence au cadastre de la paroisse de Saint-Martin, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions ainsi qu'un chemin, le tout renfermé dans le périmètre ci-après décrit, à savoir: partant de l'intersection de la ligne séparant le lot 370 du lot 372 avec l'alignement sud-est du boulevard Saint-Martin; de là, les lignes et démarcations suivantes: l'alignement sud-est du boulevard Saint-Martin en allant vers le nord-est jusqu'à la limite d'emprise sud de l'autoroute 15 (Des Laurentides); les limites d'emprise sud et sud-ouest de l'autoroute 15 (Des Laurentides) en allant vers l'est ou le sud-est, selon le cas, jusqu'à la limite d'emprise nord-ouest du boulevard du Souvenir; les limites d'emprise nord-ouest, sud-ouest, et nord du boulevard du Souvenir en allant vers le sud-ouest, le sud-est et l'ouest, selon le cas, jusqu'à la ligne séparant le lot 370 du lot 372; la ligne séparant le lot 370 du lot 372 en allant vers le nord-ouest jusqu'au point de départ.